



RUSSIE : POUR LA PAIX, LA LIBERTÉ ET LES DROITS HUMAINS AU LIEU DE LA DOMINATION DES OLIGARQUES, DE LA DÉSINFORMATION ET DE LA GUERRE

La situation en Russie est source de vives préoccupations. Après la fin de l'Union soviétique, une petite caste d'oligarques a scellé une alliance étroite avec le pouvoir et amasse depuis lors d'énormes richesses sur le dos de la population. Dans ce contexte, la place financière et place de négoce de matières premières qu'est la Suisse se trouve trop souvent du mauvais côté lorsque des oligarques, grâce au poutinisme, cachent leur fortune – volée à la population russe – à l'étranger. Le poutinisme repose sur la centralisation du pouvoir politique. Au lieu de renforcer l'État de droit et la séparation des pouvoirs, la Douma d'État a dégénéré en un comité de parlementaires dociles ; la justice et les tribunaux ne font plus qu'exécuter les ordres du Kremlin. Celui-ci cultive des relations étroites avec l'Église orthodoxe russe, ultra-réactionnaire. Les chasses aux sorcières contre les homosexuels et les acteurs culturels indépendants figurent à l'ordre du jour. La liberté des médias est fortement limitée. Les organisations de la société civile sont contrôlées et harcelées. On observe des violations massives des droits humains bien au-delà du Caucase (Tchéchénie). Des tueurs à gages assassinent des journalistes critiques et des opposants. Les instigateurs obscurs de ces crimes restent impunis. Dans le même temps, l'économie stagne. Certes, les gens ont une vie beaucoup plus facile qu'à l'époque de l'Union soviétique et que durant les instables années 90. Lorsque le prix du pétrole s'est effondré, l'économie a toutefois sombré dans une profonde récession (2015). Le revenu national a baissé, en termes réels, de 3.7% et l'inflation a grimpé à 12.9%. En 2016, la récession s'est poursuivie. La situation sociale est précaire. Le revenu national est plus bas que dix ans plus tôt. Les dépenses de l'État reculent. Seuls l'armement et les affaires militaires sont épargnés. Mais, pour préserver la bonne humeur des gens, le Kremlin exacerbe une forme agressive de nationalisme et avive le souvenir de la prétendue grandeur de l'Empire des tsars et de l'Empire soviétique.

Pour le PS, c'est clair :

1. Le PS soutient le Conseil fédéral, qui condamne fermement l'annexion de la Crimée, contraire au droit international, et a appelé sans relâche – à la suite des atrocités commises à Alep par le régime d'Assad et des bombardements russes – toutes les parties en conflit à respecter le droit international humanitaire et à poursuivre pénalement les criminels de guerre. Le PS souhaite que cesse la déstabilisation ciblée de tout ce qui dans le voisinage de la Russie pourrait constituer une alternative crédible au poutinisme. Au lieu de saluer l'apparition de démocraties europhiles, libérales, Poutine, par des

interventions militaires en Géorgie, en Transnistrie et en Ukraine, amène les oligarques à rivaliser de nationalisme et de corruption gouvernementale.

2. Pas de retour à la guerre froide – poursuite du dialogue : Malgré cette évolution, il faut tout mettre en œuvre pour éviter un retour à la guerre froide et une nouvelle spirale de l'armement. Le PS soutient le Conseil fédéral, qui aspire à un dialogue constructif avec le gouvernement russe et cherche avec l'OSCE des solutions pacifiques aux conflits. L'implication insuffisante de la Russie dans la communauté de valeurs et l'architecture de sécurité européennes a contribué à l'émergence du poutinisme en Russie. L'intérêt légitime de la Russie en matière de sécurité doit, comme celui de tous les autres États, être respecté. L'objectif n'est pas de favoriser l'isolation, mais un dialogue politique encore plus soutenu en Russie et avec la Russie sur la base de valeurs comme : fin de la violence, renforcement de la confiance, désarmement, liberté, État de droit, droits humains, protection des minorités et lutte contre l'impunité.
3. La Suisse, en tant que place financière et place de négoce des matières premières, doit assumer ses responsabilités : Les Panama Papers ont clairement démontré que l'entourage immédiat de Poutine avait fait transiter deux milliards de dollars par un obscur réseau offshore. Un compte hébergé par la Gazprombank à Zurich a joué un rôle clé. Le Conseil fédéral refuse toutefois de faire la lumière sur ces opérations secrètes. Il ne devrait d'ailleurs s'agir que de la pointe de l'iceberg. De nombreux oligarques russes ont leur résidence secondaire en Suisse. Le pétrole et le gaz naturel russes sont dans une large mesure commercialisés à l'échelle mondiale via Genève. Dans le domaine de la politique énergétique, le PS demande que l'on réduise la dépendance à l'égard de la Russie et que l'on calibre les relations économiques et financières, y compris le négoce des matières premières, avec cohérence en posant des exigences en matière de droits humains. De nouvelles dispositions en faveur de la transparence ainsi qu'un Oui à l'initiative populaire fédérale intitulée « Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement » constituent une première étape importante dans ce sens.
4. Des valeurs au lieu de la géopolitique – l'ennemi de mon ennemi n'est pas toujours mon ami : La Suisse, pays non aligné, est bien positionnée pour asseoir sa politique à l'égard de la Russie de façon crédible sur des valeurs comme la résolution pacifique des conflits, les droits humains, la société inclusive et la sécurité commune. Quiconque critique le poutinisme sur la base de ces valeurs de l'ONU n'évolue de loin pas dans le sillage d'une hostilité à la Russie géopolitiquement motivée, hautement discutable, que l'on trouve malheureusement aussi à l'Ouest. Cette hostilité doit être combattue exactement de la même façon que la social-démocratie, déjà pendant la guerre froide, est intervenue contre l'anticommunisme forcené. Cela n'a à vrai dire pas empêché la social-démocratie, déjà pendant la guerre froide, de critiquer vertement la politique catastrophique de l'Union soviétique : le manque de liberté, le goulag, l'économie de pénurie et la priorité accordée aux affaires militaires et à l'armement sur les besoins sociaux de la population. Le PS réitère aujourd'hui, clairement et à haute voix, la même critique à l'encontre du poutinisme. Quiconque critique concrètement le poutinisme n'est de loin pas dans le même bateau que ceux qui, pour des raisons géopolitiques, prennent des mesures contre la Russie et rejettent toute forme de solidarité avec le peuple russe.

Ceux qui, comme Trump, Fillon et Le Pen, ne critiquent pas le poutinisme remettent en question la validité universelle des droits humains et du droit international.

5. Maintenir les sanctions en lien avec la Crimée et l'Ukraine : Le PS salue la récente décision du Conseil de l'UE et du Parlement européen de maintenir les sanctions liées à la situation qui prévaut en Crimée et en Ukraine contre la Russie. Le PS soutient la politique du Conseil fédéral, qui consiste à n'admettre aucun contournement des sanctions via la Suisse. Ce n'est qu'ainsi que la pression pourra être maintenue et que l'on pourra trouver, sur la base du droit international, une solution pour la Crimée et, de concert avec l'OSCE, encourager les gouvernements de la Russie et de l'Ukraine à mettre tous deux enfin en œuvre l'accord de cessez-le-feu de Minsk et à chercher une solution politique aux conflits. Des progrès sont une condition *sine qua non* à l'assouplissement des sanctions liées à la crise ukrainienne. Le PS proteste donc contre les récentes tentatives de tirer dans le dos du Conseil fédéral et d'imposer plus d'activités commerciales et moins de politique extérieure dans nos relations avec la Russie. La Suisse ne peut poursuivre de façon crédible sa politique favorable à un cessez-le-feu et à une résolution pacifique des conflits en Ukraine que s'il ne subsiste aucun doute sur le fait qu'elle entend promouvoir des valeurs universelles comme la paix, les droits humains et le respect du droit international et qu'elle n'essaie pas de profiter de la guerre ni de se lancer dans une course anti-européenne. L'interdiction d'exporter du matériel de guerre et des biens militaires spécifiques vers la Russie et l'Ukraine doit être appliquée à la lettre.
6. Contre la propagande : Le PS s'alarme du soutien et du financement russes de partis radicaux et extrémistes dans les États membres de l'UE et des attaques de hackers dans des États démocratiques. Le poutinisme limite la liberté des médias en Russie, mais il profite de la liberté des médias qui prévaut chez nous pour mener une guerre agressive de désinformation et de propagande à l'aide de Think Tanks, de Chaîne TV multilingues, de médias sociaux et d'armées entières de trolls sur Internet. Il ne s'agit pas de se livrer à de la contre-propagande. Les faits doivent toutefois être rectifiés et les artisans de la propagande être dénoncés.
7. Davantage de contacts et de dialogue avec la Russie : L'obligation de visa doit être levée, l'échange doit être intensifié. En clair : plus d'enseignements consacrés à la langue et à la culture russes dans les lycées/gymnases suisses ; plus d'instituts de hautes écoles proposant des cours consacrés à l'histoire, à la politique et à l'économie russes ; plus de recherches scientifiques et de débats politiques sur la possibilité d'une transformation pacifique en Russie ; plus d'échanges avec les syndicats et les organisations de la société civile en Russie. Quiconque entretient le dialogue avec la société civile russe sur la base des droits humains mérite aussi le soutien de la politique extérieure suisse. L'ambassade de Suisse à Moscou doit mettre en poste des conseillers aux droits humains, des attachés culturels et des partenaires de dialogue pour les questions touchant à la liberté d'association et pour la constitution de syndicats. Le PS salue en outre l'exposition qui se tient actuellement au Musée national de Zurich sur les relations Suisse-Russie et appelle de ses vœux d'autres initiatives de ce genre.